



© UNICEF/UN0126163/Gilbertson VII Photo

ENFANTS DÉRACINÉS :

Que peuvent faire les administrations locales ?

C'est au niveau local que se joue le succès ou l'échec de millions d'histoires de migration. C'est là – dans la salle de classe, dans le parc du quartier – que les nouveaux arrivants et les résidents de longue date interagissent pour la première fois, apprennent à se connaître et en viennent, à la longue, à former des communautés diversifiées et prospères. Ou pas.

Si plusieurs des normes, systèmes et structures qui déterminent les perspectives des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées (tels les processus de demande d'asile, de regroupement familial et de rapatriement) sont définis et mis en œuvre à l'échelon national, en revanche, les services qui ont le plus d'impact sur la vie quotidienne des enfants relèvent souvent de la compétence des autorités locales. Les municipalités ont souvent la responsabilité de répondre aux besoins immédiats des enfants en déplacement et de leur famille, notamment en matière d'accueil, de sécurité, de logement, d'éducation, de soins de santé et de protection.

Au bout du compte, les administrations locales peuvent apporter de réelles améliorations à la vie des enfants déracinés, car elles sont les plus proches des populations migrantes et déplacées, elles ont une compréhension approfondie des défis que ces communautés doivent relever et des occasions qu'elles doivent saisir, et elles mettent souvent en place des solutions innovantes pour les aider à y faire face. Cela peut se traduire par l'adaptation des politiques nationales en fonction des besoins locaux ou encore le comblement des lacunes dans les systèmes nationaux par le recours aux services municipaux. Aux quatre coins du monde, des maires, des entreprises et des citoyens proposent des moyens créatifs de rendre leur ville et leur communauté plus inclusives, en expérimentant des approches novatrices et en nouant des partenariats public-privé ou d'autres formes de collaboration.

L'influence des administrations locales dépasse, et de loin, leurs limites municipales. Les instances nationales se tournent souvent vers les autorités locales pour prendre connaissance de solutions en matière de politiques qui ont tout d'abord été mises à l'essai à l'échelon municipal. Par ailleurs, les acteurs locaux demandent de plus en plus d'obtenir un siège à la table des discussions internationales sur les migrations. Certains ont même pris l'initiative de modifier le discours sur cette question, faisant valoir que leur communauté est florissante à cause – et non en dépit – des migrants et des personnes déplacées. Des maires prennent des mesures audacieuses, même au risque d'être privés de fonds issus de niveaux de gouvernement supérieurs d'une importance cruciale. D'autres, reconnaissant comme un état de fait les tendances migratoires solidement établies, ou reconnaissant simplement la nécessité de mettre en commun les expériences vécues et d'apprendre les uns des autres, ont noué de solides partenariats sous la forme de jumelages avec des villes du même pays ou de l'étranger. Ils promeuvent les réseaux transnationaux actifs et la circulation dynamique d'idées, de données probantes et d'investissements.

Dans le cadre de sa campagne mondiale Enfants déracinés, l'UNICEF demande à ses contreparties gouvernementales et à ses partenaires de mettre en œuvre un [plan d'action en six points](#)¹ qui cible les priorités les plus pressantes en ce qui concerne les enfants réfugiés et migrants :

- Protéger les enfants en déplacement contre la violence, la maltraitance et l'exploitation.
- Mettre fin à la détention des enfants par les autorités de l'immigration.
- Préserver l'intégrité des familles et donner un statut juridique aux enfants.
- Veiller à ce que tous les enfants réfugiés, migrants ou déplacés poursuivent leur scolarité et leur donner accès à des services de santé et à d'autres services de qualité.
- Lutter contre les causes sous-jacentes qui forcent les enfants à partir de chez eux.
- Promouvoir des mesures de lutte contre la xénophobie et la discrimination.

Le présent document vise à transposer le plan d'action de l'UNICEF à l'échelon des administrations locales. Les recommandations qui suivent ne sont que des illustrations des mesures concrètes que les acteurs locaux peuvent prendre – et prennent déjà – pour promouvoir les droits de chaque enfant réfugié, migrant ou déplacé qui vit sur leur territoire, quel que soit son statut, qu'ils agissent seuls ou en partenariat avec les autorités et parties prenantes aux niveaux régional et national.

Ces suggestions forment un menu détaillé – mais aucunement exhaustif – d'initiatives qui peuvent être pertinentes ou non pour une municipalité donnée, selon sa taille, ses compétences locales spécifiques octroyées par les lois nationales, les caractéristiques de la population locale de réfugiés, de migrants et de personnes déplacées ainsi que les priorités propres à chaque administration en matière de politiques.

Dans le cas des questions qui relèvent généralement de la compétence nationale (par ex., mettre fin à la détention des enfants migrants, préserver l'intégrité des familles ou donner un statut juridique aux enfants), les recommandations comprennent des demandes de politique spécifiques que les administrations locales peuvent promouvoir auprès des autorités nationales, de même que des mesures locales qu'il est possible de prendre immédiatement.



© UNICEF/UN020011/Gilbertson VII Photo

1. Protéger les enfants en déplacement contre la violence, la maltraitance et l'exploitation

- Veiller à ce que des politiques minimums relatives à l'accueil, aux normes de soins et à la sauvegarde de l'enfant existent¹, soient bien connues et soient respectées dans tous les centres d'accueil et d'hébergement relevant de la compétence des autorités municipales, en prêtant une attention particulière aux enfants qui présentent des besoins spécifiques en matière de protection ou qui se trouvent dans une situation de vulnérabilité (par ex., traite, violence liée au genre).
- Assurer la formation des travailleurs sociaux municipaux, policiers, juges, procureurs, avocats, tuteurs, enseignants et organisations locales de la société civile dans les domaines des droits des enfants, de la gestion des cas de protection de l'enfance, des processus d'évaluation et de détermination de l'intérêt supérieur et de l'adoption de méthodes soucieuses des besoins des enfants (par ex., techniques d'entrevue, mécanismes d'orientation). Les policiers et les autres travailleurs de première ligne au niveau local devraient être à même de déceler les cas de traite, d'exploitation, de maltraitance ou de violence ainsi que les autres situations dans lesquelles les enfants peuvent avoir besoin de services d'aide précis, et de les orienter immédiatement vers les autorités de protection de l'enfance.
- Constituer des groupes de travail intersectoriels permettant à tous les acteurs locaux qui sont en contact avec des enfants migrants ou déplacés de se réunir, d'échanger des informations et de collaborer régulièrement.
- Prêter assistance aux enfants réfugiés, migrants ou déplacés et à leur famille en leur fournissant des informations, des conseils et une aide (y compris au sujet des risques potentiels, de leur propre situation et de la gestion de leur cas). Cela peut se faire selon la formule du « guichet unique », où tous les services sociaux et autres sont aisément accessibles au même endroit (habituellement, là où les enfants vivent)² ou dans le cadre de partenariats locaux avec des ONG, des cabinets d'avocats, des associations d'avocats, etc. Le travail de terrain effectué par les travailleurs sociaux pour identifier les enfants vulnérables qui sont exclus des services et aller au-devant de leurs besoins est essentiel, tout comme la mise en place de mécanismes amis des enfants permettant à ceux-ci de demander et d'obtenir de l'aide.
- Créer des réseaux de collaboration avec d'autres municipalités pour échanger des informations sur les enfants réfugiés, migrants ou déplacés, suivre leurs déplacements d'une communauté à l'autre et assurer leur sécurité au moyen d'un continuum de soins et de protection.
- Mener des activités de plaidoyer auprès des autorités nationales en faveur de voies plus sûres et légales permettant aux enfants de migrer et de chercher refuge, notamment la réunification des familles, la réinstallation et les visas d'étudiant et de stagiaire.
- Demander aux autorités nationales des ressources financières accrues pour que les administrations locales puissent assumer les coûts supplémentaires liés à la protection, aux soins et aux services à l'intention des enfants migrants ou déplacés et de leur famille.

Berlin met en œuvre des normes relatives à la protection

Le gouvernement de la ville-État de Berlin a accepté de mettre en œuvre des [normes](#)ⁱⁱ minimums pour la protection des enfants, des adolescents et des femmes dans tous les centres d'hébergement de réfugiés qui relèvent de sa compétence.

Siliguri s'attaque au travail et à la traite des enfants

À Siliguri, en Inde (important pôle de migration situé dans un étroit corridor terrestre entre les frontières du Népal, du Bangladesh et du Bhoutan), dans le contexte d'un [projet pilote](#)ⁱⁱⁱ dirigé par World Vision, les parties prenantes communautaires dans six quartiers de taudis cibles ont pu réduire l'incidence du travail et de la traite des enfants grâce à un solide réseau de protection sociale composé des éléments suivants : des comités de vigilance locaux ; des unités de protection de l'enfance constituées d'enseignants, de travailleurs sociaux et de dirigeants locaux ; des centres d'éducation non formelle fournissant un soutien éducatif et une formation aux compétences nécessaires à la vie quotidienne ; enfin, des activités communautaires. L'autre volet majeur du projet est le réseau de lutte contre la traite des enfants de Siliguri, qui réunit sept ONG partenaires locales et nationales et qui travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales pour sensibiliser et former les policiers et les gardes-frontières locaux.

[1] Dans les cas où des normes nationales ou infranationales de plus vaste portée existent et sont appliquées, les administrations locales devraient veiller à ce qu'elles soient appliquées dans tous les centres qui relèvent de leur compétence.

[2] Ce modèle est particulièrement sensible aux besoins des enfants, car ces derniers sont interrogés une seule fois et la durée de la procédure administrative est réduite au minimum.

2. Mettre fin à la détention des enfants par les autorités de l'immigration

- Dans les limites des attributions locales, assurer et promouvoir le financement adéquat de mesures de substitution à la détention efficaces et accessibles pour tous les enfants migrants et déplacés qui se trouvent sur le territoire de compétence de l'administration locale, y compris les enfants en déplacement avec leur famille. Les solutions de substitution devraient respecter le droit des enfants à la liberté et à une vie familiale (par ex., logements familiaux ouverts)³ et accorder la priorité à des solutions de type communautaire ou familial dans le cas des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille (par ex., foyers de groupe, familles d'accueil, systèmes de tutelle). À cette fin, on peut nouer des partenariats avec des organisations locales de la société civile ou confessionnelles offrant de telles solutions. La proximité et l'accessibilité des services locaux constituent également un facteur clé, non seulement pour s'assurer que les enfants ont accès à des écoles, terrains de jeux, parcs et espaces récréatifs, mais également pour favoriser les interactions entre les enfants nouvellement arrivés et les enfants locaux.
- Offrir des solutions de remplacement aux enfants non accompagnés et séparés de leur famille, notamment en désignant, formant et supervisant des tuteurs qualifiés.
- Former des préposés locaux aux services sociaux et aux services de protection de l'enfance et les faire participer aux procédures d'immigration, car ils peuvent fournir des informations pertinentes aux avocats et aux juges sur les circonstances spécifiques de chaque enfant et apporter un soutien aux enfants et aux familles tout au long du processus. La formation devrait notamment porter sur l'identification des besoins particuliers en matière de protection et des situations de vulnérabilité (par ex., traite, violence liée au genre). Les acteurs municipaux de la protection de l'enfance devraient avoir un accès immédiat aux enfants et leur apporter un soutien dès leur placement en détention, en identifiant leurs besoins particuliers et en leur fournissant une aide psychosociale.
- Former des partenariats avec des cabinets d'avocats et associations professionnelles afin de fournir une aide juridique aux enfants et aux familles se trouvant dans des établissements de détention et de les renseigner sur les solutions autres que la détention existant au niveau municipal.
- Dans les limites des attributions municipales, assurer une surveillance régulière des centres de détention se trouvant sur le territoire de la ville (s'il en existe) en faisant appel à des organisations indépendantes compétentes pour s'assurer que les droits de la personne et les normes de protection de l'enfance sont respectés et que des mécanismes d'orientation et de plainte sont accessibles et fonctionnent correctement. Porter à l'attention des autorités nationales tout problème décelé dans ces centres.
- Plaider auprès des autorités nationales, dans tous les cas où c'est pertinent, en faveur de la mise en œuvre de mesures de substitution à la détention et de l'adoption de lois interdisant la détention d'enfants par les autorités de l'immigration. Cela pourrait comprendre la facilitation ou la promotion de la collecte de nouvelles données et de nouvelles données probantes montrant les répercussions de la détention sur les enfants migrants et l'efficacité des solutions autres que la détention. La démonstration de bonnes pratiques au niveau local (par ex., un projet pilote efficace) peut influencer sur les politiques nationales et contribuer au rehaussement des normes nationales.

Madrid travaille à réduire le recours à la détention

En juillet 2017, l'administration de Madrid a publié un certain nombre de [propositions concrètes](#)^{iv} visant à réduire le nombre de personnes détenues dans la ville, ainsi qu'à faire en sorte que la détention des migrants soit utilisée uniquement dans des circonstances exceptionnelles et que les personnes en situation de vulnérabilité reçoivent une aide et une protection adéquates, entre autres objectifs.

[3] International Detention Coalition (2015), *There Are Alternatives*, p. 55. Résumé du rapport en français : <https://idcoalition.org/publication/there-are-alternatives-revised-edition/>

3. Préserver l'intégrité des familles et donner un statut juridique aux enfants

- Former les acteurs municipaux qui accueillent les enfants et leur famille en matière de droits de l'enfant et adapter aux besoins des enfants tous les processus et interactions relatifs au regroupement familial au niveau local.
- Fournir des informations et une aide aux migrants et aux personnes déplacées qui veulent présenter une demande de regroupement familial et les accompagner tout au long du processus.
- Dans les limites des attributions locales, faciliter l'octroi d'un certificat de naissance à tout enfant né dans la ville, quel que soit son statut.
- Dans toute la mesure du possible, faciliter l'accès efficace à l'inscription officielle en tant que résident de la ville ou à une preuve de résidence pour tous les enfants réfugiés, migrants ou déplacés ainsi que leurs parents, quel que soit leur statut (par exemple, au moyen de cartes d'identité municipales, de pare-feux⁴ et de campagnes d'information) afin d'assurer leur accès aux services et prestations de base au niveau local.
- Plaider auprès des autorités nationales, toutes les fois que c'est pertinent, en faveur de l'élimination ou de l'assouplissement des restrictions imposées pour l'enregistrement des naissances et le regroupement familial, dans les lois et dans la pratique (par ex., seuils financiers, limites d'âge, définition de la famille) et en faveur de la priorisation des demandes présentées par les enfants et de leur traitement accéléré.
- Plaider auprès des autorités nationales, toutes les fois que c'est pertinent, en faveur de l'amélioration des possibilités pour les familles, à tous les niveaux de compétence, de trouver refuge ou de migrer ensemble, par exemple, en recueillant des données probantes sur la meilleure intégration des familles qui arrivent ensemble dans une ville.

Barcelone soutient les familles qui présentent une demande de regroupement familial

En 2007, le conseil municipal de Barcelone a lancé le programme [Nouvelles familles à Barcelone](#)^v, qui offre une orientation et un soutien aux familles avant, pendant et après le processus de regroupement familial. En l'absence de programme au niveau national, la ville puise dans son budget local pour offrir aux familles de réfugiés et de migrants des conseils complets et personnalisés sur les aspects juridiques, pratiques et psychologiques du processus de regroupement familial⁵.

New York fournit des pièces d'identité municipales, quel que soit le statut des demandeurs

En 2015, la ville de New York a mis en place le plus important programme municipal d'identification du pays. [IDNYC](#)ⁱ est une carte d'identité avec photo délivrée gratuitement par l'administration locale qui permet l'accès à des services et à des institutions culturelles à tous les résidents de la ville, y compris les membres de communautés défavorisées telles que les sans-abri, les jeunes, les personnes âgées, les migrants sans papiers, les anciens prisonniers et d'autres personnes qui risquent d'avoir des difficultés à obtenir un autre type de pièce d'identité délivré par une administration publique. La carte peut être utilisée dans les interactions avec la police de New York, mais non à des fins fédérales (par ex., les transports aériens). Les renseignements personnels recueillis auprès des demandeurs de la carte IDNYC ne sont pas communiqués aux autorités de l'immigration.

[4] Dans ce contexte, un pare-feu est une séparation entre l'application de la législation sur l'immigration et la prestation de services publics. Il vise à assurer le respect des droits des migrants sans papiers et leur accès effectif à des avantages et des protections. Il est conçu pour empêcher les autorités de l'immigration d'avoir accès à des informations concernant le statut migratoire de personnes qui demandent une aide ou des services dans, par exemple, des établissements médicaux, des écoles et d'autres institutions de services sociaux. Les pare-feux font en sorte que ces institutions n'aient pas l'obligation de demander ou de communiquer des informations sur le statut migratoire de leurs clients. Ces pare-feux « sont importants en raison de la peur et des appréhensions bien connues qu'éprouvent les migrants, particulièrement les migrants irréguliers, à l'égard de la demande ou de l'utilisation de services (en particulier, les services qui font partie de la structure officielle de gouvernance d'une communauté) lorsqu'ils croient qu'ils peuvent être tenus de s'identifier et de confirmer leur (absence de) statut ». Voir ici plus de renseignements à ce sujet. <https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2780641>

[5] Voir ici plus de détails sur les façons dont les villes agissent de leur propre chef pour combler les lacunes laissées par les politiques nationales. <<https://www.migrationpolicy.org/research/building-inclusive-cities-challenges-multilevel-governance-immigrant-integration-europe>>

4. Veiller à ce que tous les enfants réfugiés, migrants ou déplacés poursuivent leur scolarité et leur donner accès à des services de santé et à d'autres services de qualité

Selon un principe absolu, toutes les mesures visant à fournir aux enfants réfugiés, migrants ou déplacés un accès à des services de qualité devraient aller de pair avec le soutien accordé aux communautés locales dans leur ensemble, et l'accent devrait être mis en particulier sur l'inclusion de ceux qui, parmi ces enfants, sont les plus vulnérables. Par exemple, les enfants nouvellement arrivés devraient aller à l'école aux côtés des enfants locaux le plus tôt possible et devraient être encouragés à participer à des activités qui permettent aux enfants d'interagir les uns avec les autres.

- Assurer un accès immédiat et efficace à une éducation gratuite et de qualité à tous les enfants résidant dans la ville, quel que soit leur statut en tant que migrants ou demandeurs d'asile. Cela devrait inclure l'éducation primaire, secondaire et supérieure, de même que des possibilités de formation professionnelle.
- Assurer un accès immédiat et efficace aux services de santé locaux à tous les enfants et à toutes les familles résidant dans la ville, quel que soit leur statut, y compris des soins de santé primaires et préventifs (vaccination, soins prénatals, nutrition et hygiène), ainsi que des services de santé procréative et de soutien psychosocial. On devrait avoir recours, dans les cas où c'est nécessaire, à des interventions proactives menées par des équipes mobiles de professionnels de la santé et de la protection de l'enfance.
- Assurer un accès immédiat et efficace à des services de qualité en matière de développement de la petite enfance (englobant les dimensions de la santé, de la nutrition, de la protection et de l'apprentissage précoce) à tous les enfants réfugiés, migrants ou déplacés qui résident dans la ville⁶.
- Dans la mesure du possible, mettre en place, ou encourager à mettre en place, des pare-feux entre les prestataires de services locaux et les autorités de l'immigration ou les organismes d'application de la loi, de telle sorte que les enfants sans papiers et leurs parents ne se sentent pas découragés d'utiliser les services locaux de crainte d'être découverts, détenus ou rapatriés. Les cartes de services municipaux ou « City Pass » peuvent constituer un moyen efficace de garantir l'accès gratuit à un large éventail de services et d'avantages locaux pour les enfants, quel que soit leur statut (par ex., éducation, soins de santé, vaccination, transports publics, installations culturelles et sportives).
- Financer des initiatives, renforcer les capacités et promouvoir des partenariats multipartites pour sensibiliser les services locaux aux besoins particuliers des enfants réfugiés, migrants ou déplacés et de leurs parents, de sorte qu'ils puissent surmonter les obstacles qui les empêchent en pratique d'accéder aux services locaux. Cela peut comprendre les éléments suivants :
 - assurer la transférabilité et la reconnaissance des crédits d'éducation, des compétences et des qualifications (y compris par la validation sur place des titres académiques en l'absence des documents originaux) ;
 - offrir un soutien linguistique, des programmes de mentorat et des cours préparatoires, d'accueil, de compétences nécessaires à la vie quotidienne et de rattrapage⁷ ;
 - employer un nombre suffisant d'interprètes et de médiateurs interculturels qualifiés dans les écoles et les centres de santé locaux ;
 - sensibiliser à la non-discrimination et mettre en place des mécanismes de redevabilité chez les prestataires de services ;
 - fournir aux enfants migrants et déplacés et à leur famille des renseignements sur leurs droits et sur les services disponibles ;
 - revoir les programmes locaux de protection sociale afin d'y inclure les enfants et adolescents dès leur arrivée dans la ville, et quel que soit leur statut (par ex., bons de logement, programmes d'alimentation, indemnités pour frais d'études, bourses d'études). On peut aussi y parvenir en fournissant un soutien stratégique à des organisations communautaires locales afin qu'elles dirigent ces programmes.

[6] Les données probantes indiquent que l'accès universel à des services de développement de la petite enfance contribue à prévenir les conflits et à consolider la paix en accroissant la cohésion sociale, l'égalité et la productivité économique. <http://s3.amazonaws.com/inee-assets/resources/ECPC_Brief-v8_WEB.pdf>

[7] Assurer un accès efficace à l'éducation pour les enfants et adolescents réfugiés, migrants et déplacés ne se limite pas simplement à prendre en charge les frais de scolarité et de subsistance. La création d'un environnement porteur, sûr et accueillant tenant compte des besoins particuliers de ces élèves et leur permettant d'apprendre est tout aussi importante.

- Encourager les universités, les organisations non gouvernementales et les entreprises à mettre des places à la disposition des étudiants réfugiés, migrants ou déplacés dans tous leurs programmes, ou former des partenariats avec elles à cette fin. Cela devrait s'accompagner de bourses complètes, de subventions et de cours de langue, d'activités de plaidoyer auprès des gouvernements nationaux en faveur d'un plus grand nombre de visas d'étudiant et de programmes de parrainage privé, ainsi que d'une reconnaissance automatique des qualifications antérieures et des compétences pertinentes (domaine qui est habituellement régi par les lois nationales⁸).
- En tant que complément de la mesure énoncée ci-dessus, amorcer un dialogue avec les universités établies dans la ville pour envisager comment elles pourraient offrir des cours en ligne ouverts à tous (MOOC), d'autres formations en ligne sanctionnées par un diplôme ou d'autres possibilités de formation, ciblant les adolescents et jeunes réfugiés, migrants ou déplacés au niveau local, de même que les jeunes dans les pays d'origine et de transit.



© UNICEF/UN043770/Ashley Gilbertson VII Photo

Kiel dispense des soins de santé aux enfants et aux femmes enceintes sans papiers

La ville de Kiel, en Allemagne, collabore avec un réseau de médecins bénévoles pour la vaccination des enfants en situation irrégulière et la prestation de soins aux femmes enceintes sans papiers (voir [ici](#)^{vii} d'autres exemples de villes européennes qui offrent des soins de santé à tous les résidents, y compris les sans-papiers).

Florence, Turin et Gênes mettent en place des pare-feux pour que les enfants sans papiers puissent fréquenter l'école maternelle

En mars 2010, la municipalité de Florence a reconnu publiquement le droit des enfants en situation irrégulière à aller à l'école maternelle. D'autres villes italiennes ont emboîté le pas : Turin et Gênes ont toutes deux annoncé que leur municipalité n'était aucunement tenue de vérifier les permis de séjour des parents (voir [ici](#)^{viii}).

Auckland promeut un programme de développement de la petite enfance à l'intention des enfants réfugiés et migrants

À Auckland, un [programme de garderie multiculturelle](#)^{ix} fournit un environnement informel accueillant aux mères réfugiées et migrantes et à leurs enfants. Les mères créent des liens affectifs autour de leurs expériences communes tout en acquérant des compétences et de la confiance en anglais et en obtenant des connaissances sur l'éducation de la petite enfance et le système scolaire en Nouvelle-Zélande. Simultanément, leurs enfants suivent un programme de développement de la petite enfance et se préparent en vue de leur entrée à l'école primaire.

[8] Les investissements dans les visas d'étudiant ont un impact social considérable. Des réfugiés, migrants et personnes déplacées ayant reçu une éducation et acquis des compétences réduisent la dépendance économique et psychologique de leur famille et de leur communauté, favorisent l'autosuffisance, l'autonomisation et le leadership et renforcent le capital humain et la résilience sociale des populations de migrants et de personnes déplacées, ce qui crée une assise solide pour la mise en œuvre de solutions durables.

Johannesbourg offre un programme d'éducation d'appoint

Le projet *Three2Six*^x offre un programme d'éducation d'appoint durant l'après-midi à des centaines d'enfants réfugiés et migrants habitant dans les quartiers défavorisés de Johannesburg, où la dégradation urbaine est considérable et où des résidents étrangers ont été agressés⁹. Le programme est composé de cours de mathématiques, d'anglais et de compétences nécessaires à la vie quotidienne qui visent à préparer les enfants à faire la transition le plus rapidement possible vers le système d'éducation ordinaire. Il emploie des enseignants réfugiés et leur fournit ainsi du travail, une aide pour faire reconnaître leurs qualifications, une expérience à l'égard du programme scolaire sud-africain et un soutien pour la poursuite de leurs propres études¹⁰.

Coto Brus dispense des soins aux enfants des travailleurs migrants saisonniers

La municipalité costaricaine de Coto Brus, en partenariat avec les autorités nationales et plusieurs entités de l'ONU, a mis sur pied des *Casas de la Alegría*^{xi} afin de dispenser des soins complets soucieux des facteurs culturels aux enfants des peuples Ngäbe et Buglé qui suivent leurs parents dans leur migration saisonnière depuis le Panama voisin pour travailler à la récolte du café. Sans cette ressource, ces enfants seraient exposés à un environnement dangereux, au travail des enfants, à l'absence de programmes de développement de la petite enfance et à un taux élevé de mortalité des nouveau-nés.



© UNICEF/UN020030/Ashley Gilbertson VII Photo

[9] La xénophobie, la pénurie de ressources, les pressions exercées sur le système d'éducation local, la difficulté à se procurer des papiers et la pauvreté sont autant de raisons pour lesquelles de nombreux enfants réfugiés et demandeurs d'asile se sont vu refuser l'accès aux écoles locales, en dépit de l'engagement du gouvernement national à donner accès à l'éducation à ces enfants.

[10] Les cours sont donnés dans les salles de classe et les installations des écoles hôtes. On fournit aux enfants qui participent au programme *Three2Six* des uniformes, des manuels et du matériel scolaire, un repas par jour et un mode de transport sûr en direction et en provenance de l'école lorsque c'est nécessaire.

5. Lutter contre les causes sous-jacentes qui forcent les enfants à partir de chez eux

Même si les interventions dans ce domaine ne font pas nécessairement partie des responsabilités quotidiennes de la plupart des administrations locales, il est possible pour les villes et les communautés de contribuer à lutter contre certains des facteurs de migration et de déplacements de populations, et ce, de nombreuses façons différentes (et innovantes).

- Les villes de départ peuvent instituer des mécanismes de participation des enfants à la gouvernance locale en vue de mieux comprendre les facteurs de migration propres aux enfants et d'agir pour y remédier (par ex., violence liée aux gangs). Cela peut aussi comprendre l'échange de connaissances et la collaboration avec d'autres villes, notamment celles vers lesquelles les enfants locaux ont tendance à migrer.
- Les villes de départ peuvent appuyer la prestation de services aux enfants vulnérables afin de prévenir les migrations dangereuses (par ex., activités récréatives, programmes éducatifs d'appoint pour les enfants non scolarisés, services de soutien psychologique).
- Les villes d'arrivée peuvent former des partenariats avec les villes de départ, et y dynamiser les investissements, en leur fournissant des fonds et un soutien technique pour renforcer les systèmes de protection de l'enfance et les services de base (en mettant particulièrement l'accent sur la petite enfance et l'adolescence) ainsi que pour faire respecter les droits des enfants.
- Les villes d'arrivée peuvent resserrer les liens transnationaux entre les diasporas locales et leurs villes de départ, en assurant la mise en place de réseaux formels et informels et en favorisant les investissements ainsi que les transferts financiers et sociaux.
- Toutes les communautés peuvent informer et sensibiliser les résidents au sujet des facteurs qui forcent les enfants et les familles à partir de chez eux.
- Toutes les municipalités peuvent plaider auprès de leur gouvernement national en faveur d'une orientation de la coopération et de l'aide internationales vers la lutte contre les facteurs de migration qui sont propres aux enfants, notamment en faveur d'investissements dans le renforcement des systèmes de protection de l'enfance et autres.



© UNICEF/UN046033/Ashley Gilbertson VII Photo

Amsterdam, La Haye et Almere appuient des municipalités libanaises et jordaniennes qui hébergent des réfugiés

Aux Pays-Bas, les villes d'Amsterdam, La Haye et Almere fournissent un soutien à plusieurs administrations locales au Liban et en Jordanie qui hébergent d'importantes populations de réfugiés syriens. Ce soutien est axé sur les services municipaux (déchets, approvisionnement en eau, assainissement), le développement économique local, la planification stratégique et la coopération entre villes. Le [projet](#)^{xii} a été mis sur pied sous l'égide de la section internationale de l'Association des municipalités néerlandaises (Vereniging van Nederlandse Gemeenten International), avec l'appui financier du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

6. Promouvoir des mesures de lutte contre la xénophobie et la marginalisation

- Mettre fin, dans les cadres juridiques et de politique locaux, à toute discrimination fondée sur la migration, l'asile, la nationalité ou le statut de résident, de même qu'à toutes les pratiques qui criminalisent les séjours sans papiers dans la ville¹¹.
- Traiter les enfants migrants et déplacés et les membres de leur famille comme des citoyens dès leur arrivée, afin de prévenir la stigmatisation et l'isolement, en les considérant comme un groupe d'enfants vulnérables parmi d'autres, et en créant des occasions de communication bidirectionnelle et d'interaction personnelle permettant aux résidents de longue date d'apprendre à connaître les nouveaux arrivants (par ex., qui ils sont, où ils vivent, ce qu'ils font). Les acteurs locaux (par ex., entreprises, clubs sportifs, institutions culturelles, organisations confessionnelles et organisations de la société civile) constituent des partenaires nécessaires dans ces efforts : leurs activités d'intégration peuvent être présentées non pas comme une exception, mais bien comme la norme, et devenir une source d'inspiration pour les autres citoyens.
- Promouvoir la solidarité sociale, la confiance et la compréhension mutuelles ainsi que des échanges quotidiens entre les enfants et jeunes réfugiés, migrants ou déplacés et leurs pairs locaux, en leur donnant une voix par le moyen de la participation et de l'engagement, et en les autonomisant en tant qu'agents du changement et médiateurs ou liens potentiels entre leurs communautés respectives. Identifier et rendre visibles les valeurs et aspirations communes constituent des facteurs clés à cet égard.
- Créer des espaces où les enfants et jeunes réfugiés, migrants ou déplacés peuvent participer d'une manière significative (avec les enfants et jeunes locaux et les autres parties prenantes locales) aux processus municipaux de gouvernance et de prise de décision, en développant leur capacité à se mobiliser, à former des réseaux et à exiger des comptes aux autorités locales et municipales pour ce qui est de la protection et du respect de leurs droits. Cela peut comprendre des processus de création ou d'adaptation d'espaces publics, de terrains de jeux ou d'autres infrastructures sociales, pour les enfants et les jeunes et avec eux, ainsi que leur intégration à d'autres interventions participatives et de proximité.
- Encourager les écoles (enseignants, parents et élèves) à tirer profit des programmes d'éducation concernant les droits des enfants pour promouvoir des communautés inclusives. Les écoles jouent un rôle déterminant dans l'engagement et l'inclusion des enfants nouvellement arrivés et les aident à s'adapter à leur nouvel environnement.
- Soutenir l'entrepreneuriat et l'accès au marché du travail chez les jeunes réfugiés, migrants ou déplacés, notamment au moyen d'activités de formation, d'encadrement par les pairs et de mentorat. Le fait de tirer parti de partenariats avec les entreprises locales peut changer la donne dans ce domaine.
- Mettre à profit la planification des quartiers afin d'éviter l'exclusion sociale des communautés de réfugiés, migrants et personnes déplacées ainsi que d'autres populations désavantagées (par ex., programmes de développement des quartiers, espaces publics, transports, connectivité). La planification du développement local devrait toujours tenir compte de l'expansion physique à venir des municipalités à croissance rapide, notamment de la disponibilité de logements abordables et de services accessibles pour les nouveaux arrivants. De plus, les besoins des enfants réfugiés, migrants ou déplacés devraient être intégrés dans les plans existants de développement, en particulier les plans d'investissement en capital et les cadres de dépenses à moyen terme.
- Adapter la réglementation sur l'aménagement du territoire et le bâtiment (par ex., en ayant recours à des dérogations temporaires) afin de fournir des mécanismes adaptés de développement du logement à l'intention des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées. Cela peut comprendre des infrastructures nouvelles ou existantes (par ex., terrains et immeubles vacants, anciens bureaux, installations publiques).
- Fournir des incitations et des conseils techniques afin d'encourager les communautés locales, les promoteurs immobiliers privés et publics et les propriétaires individuels à instituer des mécanismes de logement novateurs pour héberger les enfants réfugiés, migrants et déplacés et leur famille (par ex., les héberger chez soi, louer des logements adéquats dans le quartier en faisant appel à la production participative, intégrer les nouveaux arrivants aux activités communautaires quotidiennes par l'intermédiaire de groupes de soutien et de programmes d'activités de quartier).

[11] Selon le Global Migration Group, « les mesures qui criminalisent les migrations irrégulières peuvent être contre-productives, car elles peuvent n'avoir aucune incidence sur le trafic de migrants et elles peuvent stigmatiser et marginaliser encore davantage les migrants, créant ainsi les conditions qui accentuent la xénophobie contre eux ». <https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/ts5_issue_brief.pdf>. Dans la Déclaration de New York, les États Membres ont réaffirmé que « toutes les personnes qui ont franchi, ou cherchent à franchir, des frontières internationales ont le droit à ce que leur statut juridique et les conditions de leur entrée et de leur séjour soient évalués selon une procédure régulière » et ont affirmé leur volonté d'envisager « de revoir les politiques qui criminalisent les déplacements transfrontières ». <http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/71/1&Lang=F>

- Dans toute la mesure du possible, et sous réserve de la disponibilité des ressources, rendre les centres ou les camps d'hébergement visibles et les relier aux communautés locales, en les aménageant dans des endroits où ils peuvent faire partie de la réalité de la ville et où les résidents peuvent partager leurs activités quotidiennes et les services locaux avec leurs voisins, de manière à développer un sentiment commun d'appartenance en tant que citoyens.
- Recueillir, analyser et mettre à disposition des données ventilées de qualité sur la situation des enfants migrants et déplacés locaux en vue de surveiller, d'évaluer et d'ajuster les initiatives pertinentes. Les partenariats avec les prestataires de services peuvent jouer un rôle clé en la matière, en particulier pour ce qui est des données relatives aux populations sans papiers.
- Financer et développer adéquatement les capacités locales afin de répondre aux besoins spécifiques des enfants réfugiés, migrants ou déplacés et de leurs parents, et de surmonter les obstacles qui empêchent ceux-ci d'avoir accès aux services locaux, au moyen de programmes et d'interventions ciblés (voir plus haut les recommandations relatives à la priorité 4). Ceci devrait comprendre non seulement le personnel des administrations municipales, mais aussi les organisations communautaires, et il serait également possible de parvenir à ce résultat en intégrant les questions liées aux migrations et aux déplacements dans les programmes de formation existants au niveau local. Le but consiste à autonomiser les acteurs des administrations locales et les partenaires d'exécution clés, et à leur fournir les outils nécessaires pour déceler les initiatives innovantes, en tirer des leçons et les déployer à grande échelle.
- Autonomiser et équiper de façon systématique l'ensemble des dirigeants, des parties prenantes et des personnes influentes au niveau local (par ex., entreprises, médias, organisations confessionnelles, représentants communautaires, partis politiques, enfants et jeunes), les mobiliser et former des partenariats avec eux, en vue de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives qui promeuvent des attitudes positives et accueillantes à l'égard des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées, de même que leur inclusion et leur participation économique, sociale, culturelle et politique, en se fondant sur leur propre connaissance des besoins et des atouts de leurs communautés respectives (par ex., partager des récits positifs d'inclusion).

Barcelone offre aux réfugiés des logements qui favorisent l'inclusion sociale

La ville de Barcelone soutient des organisations de la société civile qui gèrent 24 unités de logement temporaire pouvant accueillir 90 personnes dans le district de [Sant Andreu](#)^{xiii}, par l'entremise d'un travailleur social qui met en rapport les organisations communautaires et les réfugiés nouvellement arrivés, les intégrant ainsi pleinement à la vie quotidienne du district dès le premier jour.

Saint-Denis met en rapport les jeunes migrants et les employeurs

À Saint-Denis, en France, une agence de recrutement et de conseil en ressources humaines sans but lucratif [comble le fossé d'opportunités](#)^{xiv} entre les jeunes immigrants talentueux et les employeurs, en fournissant des services de recrutement et en offrant une formation relative à la diversité.



© UNICEF/UN057943/Ashley Gilbertson VII Photo

Oldham promeut l'amitié entre les communautés

À Oldham, au Royaume-Uni, un groupe de jeunes hommes a fondé l'organisation [PeaceMaker](#)^{xv} afin de créer des occasions pour les jeunes de rencontrer des jeunes de communautés et d'appartenances ethniques différentes, et de se lier d'amitié avec eux, leur donnant ainsi les outils nécessaires pour surmonter l'autoségrégation raciale dans leur ville. L'organisation a été félicitée par le Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni pour avoir jeté des ponts entre les jeunes blancs et les jeunes asiatiques, mais malheureusement, elle a dû fermer ses portes en 2011 à la suite de compressions financières gouvernementales.

Beyrouth autonomise les jeunes résidents et les jeunes réfugiés en faveur de la consolidation de la paix et du renforcement de la cohésion sociale

À Beyrouth, dans le quartier d'Ain el-Remmaneh-Chiyah, où habitent des membres des communautés libanaises chrétienne et musulmane, ainsi que des personnes déplacées, des réfugiés palestiniens de longue date et des réfugiés syriens récents, un [projet pilote](#)^{xvi} dirigé par World Vision a réuni des jeunes gens de diverses appartenances religieuses, politiques et ethniques et leur a procuré les outils nécessaires pour qu'ils puissent s'organiser et se mobiliser afin de promouvoir la consolidation de la paix et la cohésion sociale dans leurs communautés. Toutes les activités de ce groupe de jeunes ont été accomplies en coordination avec les autorités locales et avec des organisations de la société civile qui, jusque-là, n'avaient jamais travaillé ensemble.

L'Initiative des villes amies des enfants

Une ville amie des enfants est une communauté qui a à cœur de faire respecter les droits de tous les enfants locaux et d'améliorer leur vie ; c'est une communauté où les voix, les besoins, les priorités et les droits de tous les enfants font partie intégrante des politiques publiques, des programmes et des décisions connexes. C'est donc « une ville digne de tous ».

[L'Initiative des villes amies des enfants](#)^{xvii}, dirigée par l'UNICEF, soutient les administrations locales dans la mise en application de la Convention relative aux droits de l'enfant sur leur territoire de compétence en traduisant ces droits en résultats pratiques, significatifs et mesurables pour les enfants, y compris les enfants réfugiés, migrants ou déplacés.

Mettant l'accent sur les résultats pour tous les enfants, cette initiative offre un cadre positif et tourné vers l'avenir grâce auquel les municipalités peuvent aider les enfants et jeunes migrants et déplacés, ainsi que leur famille, et amorcer avec eux un dialogue qui se situe hors d'un discours par moments extrêmement politique et sensible.

Dans le cadre de cette initiative, les administrations locales peuvent nouer des partenariats avec d'autres parties prenantes locales (entreprises, médias, organisations confessionnelles, représentants communautaires, partis politiques, enfants et jeunes) pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives innovantes qui promeuvent des attitudes positives et accueillantes envers les groupes vulnérables, au nombre desquels on compte les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées.

Les bonnes pratiques consistent à faire progresser l'inclusion sociale des enfants migrants et de leur famille et à dispenser des services notamment axés sur la protection, le logement et l'éducation, par le moyen de la communication, de la sensibilisation et de la programmation.

Aujourd'hui, l'UNICEF appuie l'Initiative des villes amies des enfants dans 38 pays et atteint environ 30 millions d'enfants. Pour en savoir plus, veuillez contacter : cfcf@unicef.org

Endnotes

- [i] <https://www.unicef.org/fr/enfants-deracines/enfants-refugies-et-migrants-plan-d-action>
- [ii] <https://www.bmfsfj.de/bmfsfj/service/publikationen/mindeststandards-zum-schutz-von-gefluechteten-menschen-in-fluechtlingsunterkuenften/117474>
- [iii] <https://www.wvi.org/urban-programming/publication/silguri-urban-pilot-project>
- [iv] <https://www.nuevatribuna.es/media/nuevatribuna/files/2017/07/10/cie-de-aluche-dossier.pdf>
- [v] http://citiesofmigration.ca/good_idea/new-families-new-city/
- [vi] www1.nyc.gov/site/idnyc/index.page
- [vii] http://picum.org/wp-content/uploads/2017/11/CityOfRights_Health_EN.pdf
- [viii] http://picum.org/Documents/Publi/2015/Protecting_undocumented_children-Promising_policies_and_practices_from_governments.pdf
- [ix] http://citiesofmigration.ca/good_idea/language-and-learning-at-play/
- [x] <http://www.three2six.co.za/>
- [xi] https://www.unicef.org/ecuador/15_Casas_De_La_Alegria.pdf
- [xii] <https://www.logorep.nl/>
- [xiii] http://ciutatrefugi.barcelona/es/noticia/la-casa-bloc-acogera-a-90-personas-solicitantes-de-refugio_314682
- [xiv] http://citiesofmigration.ca/good_idea/closing-the-opportunity-gap/
- [xv] http://citiesofmigration.ca/good_idea/peacemaker-all-people-all-communities-2/?lang=fr
- [xvi] <https://www.wvi.org/urban-programming/publication/lebanon-urban-pilot-project>
- [xvii] <https://childfriendlycities.org/>